

Russie : Le juge de la CPI à La Haye, Ben Mahfoud, inscrit sur la liste internationale des personnes recherchées

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 13 NOVEMBRE 2024

1678

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Forum de partenariat Russie-Afrique

Le soutien de l'Ukraine

aux groupes terroristes inquiète



... offensive contre les compagnies minières étrangères : Vers une refonte du secteur aurifère



Les implications controversées de l'Ukraine en Afrique de l'Ouest : Des allégations de soutien au terrorisme...

Dengue

Maladie causée par un virus du genre *Flavivirus*, transmis par la piqûre du moustique femelle appelé *Aedes aegypti*

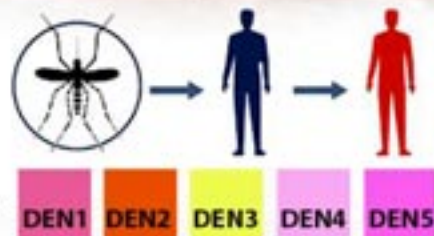


CAUSES

Piqûre du moustique femelle *Aedes aegypti*



5 sérotypes du virus de la dengue



SYMPTÔMES

Temps d'incubation :
4 à 10 jours après la piqûre



DENGUE CLASSIQUE

- Fièvre élevée (de 38°C à 40°C)
- Maux de tête
- Fatigue
- Douleurs dans le corps
- Forte fatigue
- Eruption cutanée (rash)
- Douleur derrière les yeux
- Douleurs musculaires et articulaires
- Nausées et vomissements
- Taches rouges sur le corps
- Douleurs abdominales (surtout chez les enfants)
- Durée : 2 à 7 jours

DENGUE HÉMORRAGIQUE OU DENGUE SÉVÈRE

- Symptômes de la dengue classique
- Intenses maux de ventre ou douleurs abdominales
- Agitation ou léthargie (sommolence)
- Vomissements qui persistent, avec ou sans présence de sang
- Cyanose
- Soit excessive et bouche sèche
- Difficultés respiratoires
- Pouls rapide ou faible
- Hépatomégalie douloureuses
- Extrémités froides, peau pâle, froide et humide
- Chute de tension (hypotension)
- Saignements de nez, des gencives ou sous la peau
- Taches rouges sur la peau

TRAITEMENTS & VACCIN



Un vaccin est disponible*



Paracétamol



Repos



Anti-inflammatoire



ATTENTION : n'utilisez pas de médicaments à base d'acide acétylsalicylique (Aspirine)

BONS CONSEILS & PRÉVENTION



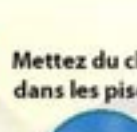
Consultez toujours un médecin en cas de dengue



Faites vous vacciner contre la dengue*



Éviter l'eau stagnante



Mettez du chlore dans les piscines



Utilisez un spray anti-moustique

*Le vaccin est disponible dans certains pays, mais réservé aux personnes déjà infectées par la maladie



P.8



P.12



P.16



Une /

Forum de partenariat Russie-Afrique : Le soutien de l'Ukraine aux groupes terroristes inquiète

P.4

Brèves /

Vague de décoration au Mali : La ministre de l'énergie mérite-t-elle d'être décorée ?

P.8

Clash politique entre Issa Kaou Djim et Moussa Mara : Une confrontation d'égos sur fond de réformes judiciaires

P.8

Saisie historique d'une importante quantité d'explosifs au Mali : La Douane malienne déjoue un trafic dangereux

P.9

lutte contre les groupes armés terroristes : Les Forces armées nationales burkinabè sont accusées d'actes inhumains

P.9

Actualité /

Un an après la reprise de Kidal : Le Mali face au défi de la paix et de la souveraineté

P.12

Le Mali lance une offensive contre les compagnies minières étrangères : Vers une refonte du secteur aurifère

P.14

Politique /

Me Mountaga Tall, président du CNID FYT : « Le CNID est le parti qui a eu le plus de stabilité au Mali »

P.16

Les Grands Chantiers de la Transition : Le riche rappel du Ministre Konimba Sidibé Abdoulaye Diop, ministre des affaires étrangères du Mali : « Certains terroristes du nord du Mali ont confirmé leur coopération avec l'Ukraine, cela nous préoccupe beaucoup »

P.18

P.20

Culture & société /

Cancer du sein : Ce qu'il faut savoir

P.23

International /

Russie : Le juge de la CPI à La Haye, Ben Mahfoud, inscrit sur la liste internationale des personnes recherchées

P.24

Les implications controversées de l'Ukraine en Afrique de l'Ouest : Des allégations de soutien au terrorisme dans le Sahel

P.25

Sport /

Finale de l'Élite 16 de la Division Ouest du ROAD TO BAL5 : Le Stade Malien de Bamako s'incline face à Al Ahly Tripoli

P.26

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Keïta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wogo, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssef Diarra

• **Secrétariat :** Fatou Sissoko



Forum de partenariat Russie-Afrique

Le soutien de l'Ukraine aux groupes terroristes inquiète

En marge de la Première Conférence ministérielle du Forum de partenariat Russie-Afrique qui s'est tenue à Sotchi le 10 novembre 2024, le ministre malien des Affaires étrangères, Abdoulaye Diop, a exprimé des préoccupations concernant l'implication présumée de l'Ukraine dans le soutien aux groupes terroristes opérant dans le nord du Mali. Lors d'une interview accordée au média russe RT, M. Diop a fait part de son inquiétude quant à la réactivité jugée insuffisante de la communauté internationale face à ces graves accusations.

Le Mali, en collaboration avec le Burkina Faso et le Niger, a déposé une plainte auprès du Conseil de sécurité des Nations Unies, dénonçant le soutien allégué de l'Ukraine aux groupes armés terroristes à travers la fourniture de renseignements et de logistique. Malgré la gravité des allégations, le Conseil de sécurité n'a pas réagi, ce qui a suscité la frustration du ministre malien remettant en question la légitimité de l'action internationale.

Abdoulaye Diop a souligné ce qu'il a perçu comme une "politique des deux poids, deux

mesures", mettant en lumière l'absence de réaction lorsque des alliés sont impliqués. Il a interpellé la communauté internationale sur son efficacité et sa véritable nature, soulignant l'importance pour les pays du Sahel de prendre en main leur propre sécurité. Le ministre malien a réaffirmé la détermination des pays concernés à défendre leur souveraineté face à ce qu'il considère comme des objectifs politiques visés par les groupes terroristes.

Le 19 août 2024, les pays membres de l'Alliance des États du Sahel ont conjointement

dénoncé le soutien présumé de l'Ukraine aux groupes armés terroristes, notamment en fournissant des informations et des équipements de renseignement aux rebelles impliqués dans les affrontements à Tinzaouatène. Les ministres des Affaires étrangères du Mali, du Burkina Faso et du Niger ont condamné ces actions et ont appelé le Conseil de sécurité de l'ONU à agir pour contrer cette menace pour la stabilité du Sahel et du continent africain.

En réponse à ces accusations, le ministère des Affaires étrangères ukrainien a catégoriquement rejeté les allégations de soutien aux rebelles, niant avoir fourni une assistance militaire aux groupes terroristes. Il a souligné que ces accusations étaient infondées et basées sur des spéculations.

Cette affaire soulève des tensions diplomatiques importantes entre les pays impliqués et soulève des questions sur l'efficacité de la communauté internationale dans la gestion des conflits et le maintien de la paix. Les accusations mutuelles et les appels à l'action mettent en lumière les enjeux sécuritaires cruciaux auxquels la région du Sahel est confrontée, nécessitant une réponse rapide et coordonnée des acteurs internationaux pour prévenir l'escalade des violences et assurer la stabilité régionale.

Dans cette déclaration, le ministère ukrainien a souligné l'absence de preuves de détournement d'armements destinés à la défense contre une éventuelle invasion russe. De plus, un système strict de surveillance des armes



fournies par les alliés de l'Ukraine a été mis en place depuis le début du conflit en 2022. Malgré ces clarifications, les relations diplomatiques avec le Mali et le Niger se sont détériorées, menant à leur rupture, des mesures que Kiev a jugées injustifiées.

En réponse, la Russie a réaffirmé son soutien au Mali et a critiqué les ingérences étrangères, mettant en avant la possibilité d'une extension du conflit russo-ukrainien en Afrique. De son côté, l'Ukraine a réitéré son engagement en faveur de relations pacifiques et du respect de la souveraineté de tous les pays africains, en insistant sur le principe de non-ingérence dans leurs affaires intérieures.

Dans une déclaration datant d'octobre 2024, Kiev a exhorté les gouvernements malien et nigérien à ne pas céder aux « narratifs de propagande russes », qualifiant ces accusations de campagne de désinformation visant à discréditer l'Ukraine et à légitimer l'agression russe. Ces événements témoignent des tensions persistantes entre les différentes parties impliquées et de la complexité des relations internationales dans un contexte de conflit armé.

Yacouba Ongoiba



MALI KANU



Coopération Burkina Faso-Fédération de Russie: l'Ambassadeur Ludovic TAPSOBA présente ses Lettres de créance au Président Vladimir POUTINE : Lors d'une cérémonie au Kremlin le 5 novembre dernier, l'Ambassadeur du Burkina Faso auprès de la Fédération de Russie, Aristide R. Ludovic TAPSOBA, a présenté ses Lettres de créance au Président de la Fédération de Russie, Vladimir POUTINE. Un acte traditionnel et diplomatique qui confère à l'Ambassadeur burkinabè une reconnaissance officielle de la plus haute autorité russe. En rappel, c'est le 6 décembre 2023 que le Conseil des ministres a procédé à la nomination de Ludovic TAPSOBA comme Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Burkina Faso auprès de la Fédération de Russie, avec résidence à Moscou. Depuis environ 2 ans, le Burkina Faso et la Fédération de Russie ont décidé de donner un nouvel élan à leur coopération. Les relations diplomatiques sont désormais très dynamiques entre les deux pays. Ce dynamisme se traduit dans plusieurs domaines tels que la défense-sécurité, l'humanitaire, l'économie, la formation, l'énergie, etc.



EMGA : La Diaspora malienne contribue à l'effort de guerre
Le Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne en Allemagne vient d'offrir la somme de 2 400 000 F CFA aux Forces Armées Maliennes (FAMA). Cette somme a été reçue, ce mardi 12 novembre 2024, par le Chef d'Etat-major Général des Armées, le Général de Division Oumar DIARRA dans son département, à l'Etat-major Général des Armées.



Le Conseil supérieur de la communication du Burkina saisit la HAC pour se plaindre suite à des propos qu'elle juge "insultants" prononcés par Issa Kaou N'Djim sur le plateau de Joliba TV News.



Sindou Sangaré



Avant de dominer un peuple fort physiquement il faut d'abord détruit sa conscience

Casimir Sangala



RDC: le méga-barrage hydroélectrique Grand Inga prévu pour produire 44 000 Mgw pourrait alimenter l'ensemble du continent.

Niger: le FMI prévoit une croissance économique exceptionnelle de 8,8% en 2024 (exportations de pétrole & bonne saison agricole).

Éliminatoires de la CAN : 8 joueurs des Black Stars du Ghana se retirent de l'équipe.

■ Malick Konate



Pourquoi le Premier ministre, Dr Choguel Korkalla Maiga, ne représente-t-il pas le chef d'État lors des grandes rencontres internationales ? C'est toujours le désormais Général Abdoulaye Maiga qui participe en tant que chef de la délégation au nom du Président de la transition.
#Bèki_Takè #Clarification #16Novembre



■ Ministère De L'Emploi Et De La Formation Professionnelle Du Mali



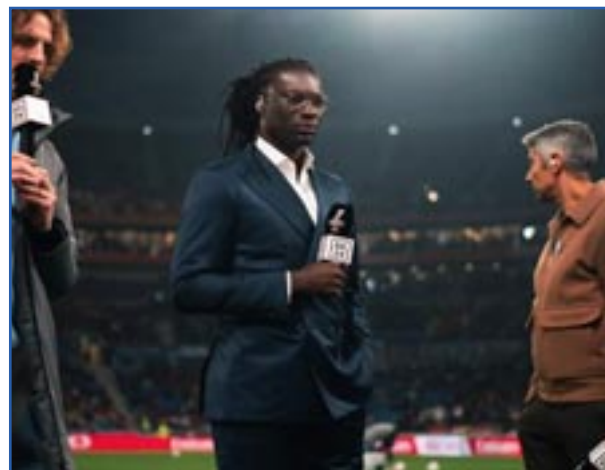
#MENEFP Audience accordée à la Directrice régionale du PNUD pour l'Afrique PNUD MALI
Madame le Ministre de l'Entrepreneuriat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Madame BAGAYOKO Aminata TRAORÉ a reçu en audience la Directrice régionale du PNUD pour l'Afrique, Madame Ahunna ÉZIAKONWA.
Les échanges entre les deux délégations conduites par les deux personnalités ont porté sur divers domaines de coopération et la volonté de les renforcer.
L'audience s'est déroulée en présence de leurs collaborateurs.
Cellule - Communication - MENEFP



■ Olympique Lyonnais Fans



Passé par notre club Bafétimbi Gomis a profité du derby pour annoncer la fin de sa carrière de footballeur professionnel à l'âge de 39 ans. Il aura disputé 244 matchs avec l'OL pour 95 buts marqués. Il a également remporté une Coupe de France et un Trophée des Champions avec l'OL. Le joueur français avait terminé la saison au Japon, au Kawasaki Frontale.
Sa carrière : 802 matchs / 361 buts



■ Yeah Samake



CHERS AMIS,
Heureux de retrouver la chaleur humaine de notre cher Mali après un séjour inoubliable en Inde!
Ce voyage a été l'occasion de moments précieux avec ma chère épouse Marissa et nos belles familles à Goa, entourés de leur bienveillance et leur hospitalité. Cette expérience m'a permis de mieux comprendre et partager les racines de ma famille et de renforcer ces liens qui nous unissent au-delà des frontières.
À présent, de retour dans notre Mali bien-aimé, plus déterminé que jamais à poursuivre notre engagement pour le bien-être de notre peuple et le progrès de notre nation.
Rappelons nous toujours que #DIRIGERCESTSERVIR
#RetourAuxSources #Famille #Unité



**Vague de décoration au Mali :
La ministre de l'énergie mérite-t-elle
d'être décorée ?**



Madame Bintou Camara, la directrice du département en charge de l'électricité nationale, a récemment été honorée pour son mérite, une nouvelle qui a surpris de nombreux observateurs. Cette reconnaissance survient dans un contexte où le Mali Kura est plongé dans l'obscurité, pendant que son équipe et d'autres personnalités de la Transition continuent de s'alimenter grâce à des groupes électrogènes.

Alors que la population critique le ministre de l'Éducation pour le simple report de la rentrée scolaire, l'attention se porte davantage sur la responsable de la politique nationale de l'Énergie et de l'Eau. En effet, depuis plus de 12 mois, l'approvisionnement en électricité est devenu limité, voire rare, privant de nombreux consommateurs de la lumière à laquelle ils aspirent. Cette obscurité génère non seulement de l'insécurité par endroits, mais a également entraîné la perte de nombreux petits emplois.

Lors des inaugurations de centrales électriques, Madame Bintou Camara avait promis un rétablissement de l'électricité dans un délai de 4 mois pour les Maliens. Malheureusement, cette promesse n'a pas été tenue. Alors que les pluies avaient temporairement amélioré la situation, les habitants du Mali constatent depuis 20 jours une diminution de la fréquence de la lumière dans les foyers, alors que l'harmattan et ses vents desséchants approchent.

Il est évident que la décision de décorer la ministre et de lui attribuer le titre d'Officier de l'Ordre national tombe à un moment inopportun. Les frustrations sont palpables, car la responsable n'a pas démontré de mérite dans l'accomplissement des objectifs qui lui ont été assignés. Le mérite est un élément crucial pour assurer la justice sociale dans un Mali où les citoyens subissent les conséquences des choix des dirigeants sans véritable légitimité.

La situation actuelle de l'électricité au Mali souligne l'importance d'une gouvernance efficace et transparente dans le secteur de l'énergie. Les attentes des citoyens en matière d'approvisionnement en électricité doivent être prises en compte et des mesures concrètes doivent être prises pour améliorer la situation. Madame Bintou Camara et son équipe doivent redoubler d'efforts pour répondre aux besoins énergétiques de la population et regagner la confiance du peuple malien.

La rédaction

**Clash politique entre Issa Kaou Djim et
Moussa Mara : Une confrontation d'égos
sur fond de réformes judiciaires**



Sur le plateau de Joliba TV la semaine dernière, l'ancien vice-président du CNT, Issa Kaou Djim, a lancé des critiques acerbes à l'encontre de l'ex-Premier Ministre Moussa Mara, lors d'un échange qui a pris des allures de bataille politique à la Commune 4. Invité régulier de l'émission Jokono, Issa Kaou Djim a vivement critiqué Moussa Mara en réaction à ses commentaires sur les réformes du Code pénal et de procédure pénale, notamment la criminalisation de l'homosexualité.

Saluant les progrès de la justice malienne, Issa Kaou Djim s'est positionné en tant que conservateur malgré son intérêt pour la gastronomie et les parfums français. Il a souligné que Moussa Mara ne pouvait pas soutenir ouvertement la criminalisation des relations homosexuelles en raison de ses liens avec l'Occident et du risque de perdre le soutien de potentiels alliés en vue des élections.

Reconnaissant les talents de communicant et d'adversaire politique redoutable de Moussa Mara, Issa Kaou Djim a invité son rival à un débat médiatique pour prouver le contraire. Étant donné que Moussa Mara est très actif sur les sujets d'actualité, une réponse de sa part ne devrait pas tarder.

Ce conflit entre les deux personnalités politiques était prévisible compte tenu des ambitions politiques d'Issa Kaou Djim, beau-fils de l'Imam de Badalabougou, qui vise notamment les élections législatives, avec un soutien implicite à l'actuel président de la Transition. Un affrontement avec le parti YELEMA semble également inévitable, alors que Moussa Mara est pressenti pour être en tête de liste en cas de nouvelle candidature présidentielle.

Cette joute politique entre Issa Kaou Djim et Moussa Mara promet d'animer davantage la scène politique malienne, offrant un véritable spectacle de rivalités et de stratégies électorales.

Fatou Sissoko

Saisie historique d'une importante quantité d'explosifs au Mali : La Douane malienne déjoue un trafic dangereux



La Direction des renseignements et de la lutte contre la fraude du Mali a récemment confirmé son efficacité en matière de protection des frontières, en mettant au jour une opération de trafic d'explosifs d'une ampleur inquiétante. Sous la supervision de l'inspecteur Amadou Sanogo, les autorités douanières ont découvert une importante quantité d'explosifs dissimulée à l'intérieur d'un autobus voyageur en provenance du Ghana. Ce véhicule suspect, surchargé, a attiré l'attention des inspecteurs, qui ont suivi sa piste jusqu'à sa destination finale dans la cour de Faladié, à Bamako.

Les fouilles minutieuses menées par les douaniers ont abouti à la mise au jour de 28 colis contenant environ 5 000 pièces d'explosifs, pour un poids total dépassant la tonne. Selon les indications recueillies, ces explosifs, de fabrication nigériane, étaient probablement destinés à être acheminés en Guinée. Un ressortissant de ce pays voisin a d'ailleurs été identifié comme propriétaire de la majorité des colis saisis.

Le principal suspect a été placé à la disposition du procureur de la Commune VI pour les besoins de l'enquête, tandis qu'un complice a réussi à prendre la fuite lors de l'opération de saisie. Les autorités soulignent l'importance de cette interception, survenue à peine deux mois après un attentat meurtrier dans la capitale malienne, mettant en lumière la vigilance constante des Douanes du pays face aux menaces terroristes. Cette affaire s'inscrit dans un contexte plus large de lutte contre la fraude et le trafic illicite. Récemment, les services douaniers ont saisi 55 tonnes d'aliments impropres à la consommation à Ségou, démontrant l'efficacité du dispositif anti-fraude mis en place sur tout le territoire, sous l'impulsion du Directeur général des douanes lui-même.

Cette nouvelle affaire souligne une fois de plus le rôle crucial des autorités douanières dans la protection des populations contre les menaces extérieures, et met en lumière la nécessité d'une coopération internationale renforcée pour lutter contre le trafic d'armes et d'explosifs aux frontières. Dans cette déclaration, il est fait référence à des produits dangereux transitant par les régions septentrionales, confrontés à une nouvelle ceinture douanière en aval du dispositif de contrôle de Mopti. Cette nouvelle ceinture a été spécifiquement créée pour mieux contrôler le circuit frauduleux des marchandises se dirigeant vers les grands centres de consommation.

Mohamed N'Diaye

Lutte contre les groupes armés terroristes : Les Forces armées nationales burkinabè sont accusées d'actes inhumains



Les Forces armées nationales burkinabè sont actuellement au cœur d'une polémique suite à la diffusion de vidéos montrant des actes de mutilations de cadavres attribués à leurs membres. Ces vidéos ont largement circulé sur les réseaux sociaux, suscitant l'indignation et la condamnation de l'opinion publique.

Le haut commandement des armées burkinabè a réagi à ces accusations en qualifiant ces actes d'inhumains et en les jugeant contraires aux valeurs militaires et morales inculquées aux membres des forces armées nationales et aux volontaires pour la défense de la patrie. Il a souligné que de telles pratiques violent les règles d'engagement en vigueur sur le terrain, notamment dans le cadre des opérations de reconquête du territoire.

Dans un souci de transparence et de respect des droits humains, les autorités compétentes ont été saisies pour enquêter sur l'authenticité des vidéos et identifier les personnes impliquées. Les responsables des actes incriminés devront répondre de leurs actions, si les faits sont avérés. L'armée burkinabè a exprimé sa détermination à élucider rapidement cette affaire afin de préserver l'image de la lutte contre le terrorisme menée par les forces de défense et de sécurité.

Depuis 2015, le Burkina Faso est le théâtre de violences perpétrées par des groupes armés affiliés à Al-Qaïda et au groupe État islamique, ayant causé la mort de milliers de personnes et poussé des millions d'autres à fuir leur domicile. Le chef de la transition burkinabè, le capitaine Ibrahim Traoré, arrivé au pouvoir à la suite d'un coup d'État en septembre 2022, avait fait de la lutte contre le terrorisme sa priorité.

Malgré les accusations d'exécutions extrajudiciaires qui pèsent régulièrement sur l'armée burkinabè, celle-ci a toujours nié ces allégations, mettant parfois en cause des groupes armés ennemis utilisant du matériel militaire pour semer le trouble. La situation reste tendue et l'enquête en cours permettra d'établir la vérité sur ces actes répréhensibles et d'assurer que la lutte contre le terrorisme au Burkina Faso soit menée dans le respect des droits fondamentaux et des valeurs humanitaires.

Arouna Sidibé



Nekapro



Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.



Rédaction



Amélioration de style



Correction



Traduction

CONTACT



+223 74-44-27-44

www.nekapro.com



@nekapro

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149



Premier essai gratuit



OCLEI

OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE
L'ENRICHISSEMENT ILLICITE



Institution nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite

2019 à 2022 en chiffres

23 dossiers transmis à la justice

Pour un montant de


23, 918 MILLIARDS FCFA

- 123 grandes activités de sensibilisation organisées
- 9 838 personnes directement touchées
- 1 967 déclarations de biens traitées
- 8 protocoles d'accord de coopération internationale signés
- 4 études faites sur la corruption et l'enrichissement illicite au Mali

*Dénoncez gratuitement les faits de corruption
et d'enrichissement illicite*

NUMÉRO VERT : 80 00 22 22

 BAMAHO, Hamdallaye ACI 2000, Rue 390, Place CAN

 (+223) 20 29 12 29 / Boîte Postale : E3977

 contact@oclei.ml  www.oclei.ml

Un an après la reprise de Kidal : Le Mali face au défi de la paix et de la souveraineté

Ce 11 novembre, marque le début d'une semaine symbolique pour le Mali, une semaine de commémoration et de réflexion qui culminera le 14 novembre, date anniversaire de la reprise de Kidal par l'armée malienne en 2023. Il y a un an, le soleil se levait sur un Mali qui retrouvait, non sans difficulté, l'un de ses territoires les plus disputés, une ville qui symbolisait autant la lutte contre les groupes armés que la quête d'unité nationale. La reprise de Kidal a marqué un tournant dans la reconquête de la souveraineté malienne, mais elle a également posé des questions cruciales sur l'avenir politique, sécuritaire et social du pays.

Kidal, une victoire militaire à concrétiser sur le plan politique

La prise de Kidal n'a pas seulement été une victoire pour l'armée malienne ; elle a été célébrée comme un symbole de la souveraineté retrouvée et comme la preuve éclatante que

l'Alliance des États du Sahel (AES), fondée en septembre 2023, est née avec toutes ses 32 dents. Cette alliance stratégique entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger s'est affirmée avec force, prouvant sa capacité à agir collectivement pour repousser les menaces et défendre la souveraineté de chacun de ses membres. La reconquête de Kidal marque ainsi non seulement un tournant pour le Mali, mais aussi un renouveau dans les dynamiques de défense et d'unité pour les États du Sahel.

En s'emparant de Kidal, l'armée malienne a envoyé un message clair : désormais, l'AES se tient prête à défendre chacun de ses membres et à assurer une protection collective face aux défis communs de la région. Depuis 2013, cette ville du nord était le bastion de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), une coalition de groupes armés touaregs et indépendantistes. Sa reprise a redonné espoir à un pays qui avait trop longtemps vu certaines

de ses régions devenir des zones d'influence pour des forces rebelles et étrangères. Mais un an après, la question reste entière : comment transformer cette victoire militaire en stabilité durable et en paix pour les populations locales ?

Si l'on peut saluer le retour de Kidal sous l'autorité de l'État, il faut aussi admettre que cette reprise n'a pas mis un terme aux tensions. Pour de nombreux habitants de la région, les questions d'autonomie et de reconnaissance culturelle demeurent. L'armée malienne, forte de nouveaux partenariats internationaux, en particulier avec la Russie, a su reprendre ce bastion stratégique, mais les enjeux à long terme nécessiteront plus que des interventions militaires. Il s'agit, désormais, de s'assurer que la présence de l'État à Kidal ne se résume pas à des postes de contrôle, mais se manifeste dans les écoles, les hôpitaux, et les infrastructures qui manquent encore cruellement.

Des alliances géopolitiques pour renforcer la sécurité nationale

L'année écoulée a également montré l'importance de la reconfiguration des alliances stratégiques du Mali. La présence accrue de la Russie, le soutien militaire apporté par la Turquie et les partenariats économiques et sécuritaires avec la Chine ont permis au Mali de renforcer son armée, désormais équipée de drones, de radars, et de systèmes de surveil-



(Photo d'illustration)



lance modernes. Le pays s'affranchit peu à peu d'une dépendance traditionnelle à la France et à la MINUSMA, la mission des Nations Unies qui a quitté le Mali dans un contexte de désaccords et de repli international.

Ce recentrage sur de nouveaux partenaires est un choix que le gouvernement de transition a assumé et présenté comme une nécessité pour le respect de la souveraineté malienne. En réaffirmant l'importance de ces alliances dans la réussite de la reprise de Kidal, le Mali pose les jalons d'une politique d'indépendance stratégique, dans laquelle le choix des partenaires n'est plus dicté par les anciennes alliances historiques. Cependant, cette politique devra être manœuvrée avec finesse, car une trop grande dépendance vis-à-vis de ces nouveaux partenaires pourrait compromettre l'équilibre d'indépendance que le Mali recherche ardemment.

Un défi social et culturel à relever pour rétablir la cohésion

La reprise de Kidal, au-delà de la victoire militaire, a aussi mis en lumière les fractures culturelles et sociales du pays. Le nord du Mali, et Kidal en particulier, est une région marquée par une identité touarègue et saharienne, avec des revendications d'autonomie qui remontent bien avant les conflits récents. Pour le gouvernement malien, cette reprise doit également être l'occasion d'apaiser les tensions ethniques et de renouer avec les populations locales, qui ont longtemps perçu l'État central comme distant, voire oppressif.

La mission de paix au Mali passe nécessairement par une intégration des spécificités cul-

turelles du nord, qui devra être reconnue et respectée pour éviter un retour aux revendications d'autonomie armée. Le pays doit apprendre des erreurs du passé et faire de la diversité ethnique une force, non un facteur de division. Ce défi est complexe, car il nécessite d'allier autorité et ouverture, sécurité et inclusion, deux pôles que le Mali peine parfois à conjuguer.

L'avenir politique : transition et élections dans un contexte fragile

Enfin, à l'aube de cet anniversaire, l'avenir politique du Mali reste incertain. Les autorités de transition ont affirmé leur volonté de redonner le pouvoir à un gouvernement civil élu, et la tenue des élections est intervenue dans les prochains mois. Toutefois, dans un contexte de recomposition géopolitique et de tensions internes, ces élections seront un véritable test pour la solidité de la démocratie malienne et pour la capacité du pays à garantir une stabilité institutionnelle.



La reprise de Kidal peut-elle réellement se transformer en catalyseur de paix et de démocratie ? La question reste posée, d'autant que la transition devra démontrer qu'elle peut garantir la sécurité de tous les candidats, assurer une équité dans le processus électoral et intégrer les différentes régions du pays dans un projet commun. La libération récente de certaines personnalités politiques est un pas vers l'apaisement, mais il ne pourra compenser les fragilités institutionnelles si les bases d'un dialogue inclusif ne sont pas posées.

Kidal, un an après : construire une paix durable

Alors que le Mali entre dans cette semaine d'anniversaire, l'enjeu est de transformer la reprise de Kidal en une victoire durable et pacifique. Pour que cette reconquête militaire ne soit pas seulement une victoire symbolique, l'État malien doit faire preuve de diplomatie, d'ouverture et de pragmatisme. Le Mali se trouve à un tournant où la sécurité doit s'accompagner d'une vision politique forte, capable de dépasser les clivages et de bâtir une paix qui soit acceptée par tous.

La souveraineté ne peut se réduire à la seule présence de l'armée. Elle doit s'inscrire dans des institutions solides, des services publics accessibles et une justice qui s'étende sur tout le territoire. Si l'État malien parvient à relever ces défis, alors la reprise de Kidal marquera non seulement la victoire d'un jour, mais l'aube d'un Mali unifié, souverain et en paix.

Bakary Fomba
Source : Sahel Tribune

Le Mali lance une offensive contre les compagnies minières étrangères : Vers une refonte du secteur aurifère



Le gouvernement militaire de transition malien a récemment lancé une offensive inédite contre les grandes compagnies minières étrangères opérant dans le pays. Cette démarche s'est concrétisée par des actions fortes telles que l'exigence de paiement de plus de 500 millions de dollars à Barrick Gold pour des arriérés fiscaux et l'arrestation du directeur général de Resolute Mining Ltd, Terry Holohan, ainsi que de plusieurs cadres de l'entreprise australienne. Ces mesures marquent un tournant majeur dans la gestion des ressources aurifères du Mali.

L'attaque contre Barrick Gold, qui détient une part prépondérante des mines de Loulo-Gounkoto dans l'ouest du pays, a débuté le 8 octobre 2024. Le gouvernement malien a réclamé 300 milliards de francs CFA (environ 512 millions de dollars) d'impôts et de dividendes impayés à la société canadienne. Malgré les contestations de Barrick Gold et le versement de 17 millions de dollars pour suspendre temporairement la procédure, un audit a révélé des irrégularités fiscales significatives.

Un mois plus tard, le 8 novembre 2024, Terry Holohan, directeur général de Resolute Mining Ltd, a été arrêté avec plusieurs cadres de l'entreprise australienne à Bamako. Les accusations portées contre Resolute Mining Ltd

incluent des faits de faux et d'atteinte aux biens publics, bien que les détails des charges restent à préciser dans le cadre d'une enquête en cours.

Ces actions s'inscrivent dans une réforme globale du secteur minier malien. Le ministre des Mines, Alousseni Sanou, a annoncé une révision des contrats avec d'autres compagnies minières étrangères telles que B2Gold, Allied Gold et Robex, visant à générer 245 milliards de francs CFA supplémentaires par an pour l'État. L'objectif est d'augmenter la participation de l'État de 20% à 35% dans les projets miniers et de réduire les avantages fiscaux accordés aux entreprises étrangères.

Le président de transition a été clair : les entreprises doivent se conformer aux nouvelles exigences ou quitter le pays. Cette politique vise également à favoriser l'emploi local dans les postes de direction et à maximiser les retombées économiques pour la population malienne.

Par ailleurs, le renforcement des liens sécuritaires entre le Mali et la Russie, suite au retrait des forces françaises, suscite des spéculations sur une possible implication d'entreprises russes dans le secteur minier malien. Bien que aucun permis n'ait été officiellement attribué à des sociétés russes, ces rumeurs questionnent l'avenir des partenariats miniers au Mali.

Cette offensive du Mali s'insère dans un mouvement plus vaste de réappropriation des ressources naturelles observé également au Burkina Faso et au Niger. Le message adressé aux investisseurs étrangers est clair : les contrats déséquilibrés appartiennent au passé. Les compagnies minières devront désormais contribuer de manière plus significative au développement local et accepter un contrôle renforcé de leurs activités, sous peine de voir leurs contrats remis en cause.

Ibrahim Sanogo





CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

MESSAGE SUR LA FRAUDE À L'AMO

**La Caisse Nationale d'Assurance Maladie
(CANAM)**

**a été alertée sur l'existence de sociétés
qui affilient et enrôlent frauduleusement
des personnes non assujetties au
Régime d'Assurance Maladie
Obligatoire (AMO).**

**Lesdites sociétés délivrent des cartes AMO
à des individus qui ne remplissent
pas les conditions requises pour des
prestations du régime de l'AMO.**

**En vue de faire valoir ses droits, la CANAM
a porté plainte contre deux sociétés qui
procèdent à ces pratiques.**

**Après les différentes auditions, les responsables
de ces deux sociétés ont été mis sous mandat
de dépôt en attendant leur procès.**

**<<Assuré à l'AMO, on cotise selon ses moyens
et on est pris en charge selon ses besoins sanitaires >>**

Me Mountaga Tall, président du CNID

FYT : « Le CNID est le parti qui a eu le plus de stabilité au Mali »



Pour une des rares fois, Me Mountaga Tall parle du Parena, le parti du bélier blanc créé par ses anciens camarades en 1995, et avec lesquels il a aujourd'hui « **les meilleures relations** ». Cependant, il lève un coin du voile sur une page de l'histoire, qui semble rester sans ride depuis 30 ans, non pas qu'il en garde les meilleurs souvenirs, ou qu'il en soit nostalgique, mais « **l'histoire est l'histoire, elle doit être restituée** ». Le CNID est le parti qui a eu « **le moins de désertion et qui a eu le plus de stabilité au Mali dans la durée** », selon Me Mountaga Tall, qui affirme être en première ligne, sur le pont, depuis 32 ans de vie politique.

Sur la scène politique malienne, Me Mountaga Tall paraît pour un homme politique des plus fiers de leur parti. Entre lui et les membres du CNID Faso Yiriwa Ton, les liens ne se limitent

pas à une simple question de stratégie de conquête du pouvoir, mais ils incluent aussi des relations sociales sans lesquelles aucun groupe n'est viable dans la durée, une cordialité qui permet au parti de surmonter les épreuves, les tempêtes les plus mouvementées. « **Les militants viennent de me rendre justice. J'ai demandé depuis sept ans, à ce qu'on me libère de mes charges de président du parti. Je pense que le CNID m'a tout donné, il était temps pour moi de leur dire merci et de faire autre chose** », a déclaré Me Mountaga Tall, président du CNID FYT, lors d'une interview accordée aux confrères du Renouveau TV, et dont il a posté un passage sur sa page X.

Selon Me Mountaga Tall, le jour où il a annoncé publiquement, l'éventualité de son départ à la tête du parti, « **il y a eu beaucoup de**

personnes qui ont perdu connaissance, des pleurs, des cris. On a dit non, il n'en sera pas ainsi. Cette justice me suffit », témoigne le président du parti du soleil levant. Ainsi dit-il avec assurance, du haut de ses 32 ans de vie politique, « **Je réponds du CNID, je réponds de Mountaga Tall. Si pendant ce parcours de 32 ans on m'apporte la preuve que sur le plan éthique, sur le plan moral, sur le plan de la gestion, j'ai fauté une fois, je quitte la scène politique** ». Ce n'est pas la première fois que Me Mountaga Tall défie ainsi sur sa gestion des affaires publiques, témoignant sa transparence. Il a lancé le défi en 2022, lorsqu'une équipe du journal Le Républicain l'avait interviewé à son cabinet au quartier du fleuve, et l'a réitéré lors d'une présentation de ses vœux à la presse en 2023, à la maison de la presse, sans jamais rencontrer de ton discordant. Il s'en frotte les mains de reconnais-



sance et de réconfort personnel, « **Ce n'est pas facile à dire ça, 32 ans de vie politique, sur le pont, en première ligne. Parce que depuis 32 ans je suis en première ligne, soit pour contester, soit pour contribuer** », rappelle-t-il.

Parlant de stabilité du CNID alors que la plupart des grands partis politiques au Mali ont connu des fortunes diverses, Me Moutaga Tall estime que « **Le CNID est le parti qui a eu le moins de désertion et qui a eu le plus de stabilité au Mali dans la durée** ». Difficile de le démentir, quand on sait que le plus grand parti aux élections de 1992, qui est l'Adema PASJ a connu plusieurs scissions en donnant naissance au MIRIA de feu Mamadou Lamine Traoré, de Mohamedoun Dicko, de Tiemoko Sangaré, de Mamadou Kassa Traoré ; à l'URD de feu Soumaïla Cissé ; à l'ASMA de feu Soumeylou Boubey Maïga. L'US-RDA, deuxième force politique, dont le candidat Tioulé Mamadou Konaté était au deuxième tour de la pré-

sidentielle de 1992 avec le candidat de l'ADEMA PASJ, Alpha Oumar Konaré, n'a pas tardé à voler en éclat donnant naissance au BDIA Faso Jigi.

Quant au CNID FYT, après l'épisode des « dix », qui a vu le départ après un procès perdu de Tiebilé Dramé, Me Amidou Diabaté, le Professeur Yoro Diakité, Djiguiba Kéita PPR, Bintou Maïga, Konimba Sidibé, feu Idrissa Diakité, pour créer le Parena, il y a eu les vagues de départ des Mamadou Simaga, Me Demba Traoré, Madani Tall etc, qui ne sont pas allés créer un nouveau parti.

Revenant sur l'épisode du départ de « les dix » du CNID, Me Moutaga Tall témoigne : « **Nous avons connu une crise en 1994, de cette crise est né un parti qui s'appelle le Parena, qui nous a attaqué en justice, et la justice a dit, nous vous interdisons à vous d'utiliser le nom du CNID, son sigle, son drapeau etc, parce que vous êtes en faute. C'est**

ainsi que ceux qu'on appelait à l'époque les dix ont créé le Parena », a rappelé celui qui a présidé la première organisation associative politique, le CNID Faso Danbé pour l'ouverture démocratique au Mali. Selon lui, du Parena sont issus tous les autres partis, que l'on impute à des scissions au CNID. C'est le cas du parti Baara du Professeur Yoro Diakité, premier président du Parena ; le MODEC de Dr. Konimba Sidibé. Ces derniers partis, Baara et MODEC, ne sont pas directement issus du CNID, mais bien de scissions du Parena. Cependant, l'imagination populaire ne veut rien entendre, ces partis sont issus du Parena, qui est issu du CNID. Me Moutaga Tall refuse d'en porter le chapeau, « **Non, nous n'avons rien à faire, nous sommes restés stables et constant** », conclut l'avocat Me Moutaga Tall.

B. Daou

Source : Le Républicain

Les Grands Chantiers de la Transition : Le riche rappel du Ministre Konimba Sidibé



Le peuple malien a encore payé un lourd tribut pour obtenir la démission de IBK et de son régime le 18 août 2020 en vue rendre possible l'avènement d'un Mali de gouvernance vertueuse assurant la paix, la sécurité, la justice, l'accès à des services sociaux de base de qualité, et une prospérité partagée équitablement par tous les citoyens. Il est attendu des autorités de transition qu'il engage le Mali de manière irréversible sur cette voie, c'est-à-dire poser des bases solides à la refondation du Mali.

Engager le Mali de manière irréversible sur cette voie, c'est faire en sorte qu'aux termes de la transition il soit très difficile, voire impossible que n'importe qui accède au pouvoir et que tout nouveau tenant du pouvoir ne puisse pas faire tout ce qu'il veut au détriment de la construction de ce Mali Kura. Tel est le but ultime que doivent viser les autorités de transition, tel doit être le fil conducteur des grandes mesures à prendre.

Une transition qui ne réussirait pas cette rupture majeure serait une transition « pour rien » au regard de cette leçon de notre expérience démocratique des vingt-sept dernières années

: tenues par les réseaux clientélistes, voire mafieux qui ont financé leur élection, les autorités «démocratiquement élues» sur la base du système démocratique actuel et des pratiques de gouvernance qu'il rend possibles sont dans l'incapacité de faire ce genre de rupture dans la gouvernance car ce serait scier la branche sur laquelle elles sont assises.

Que doivent faire les autorités de transitions à cette fin ? Engager et faire avancer de manière significative les cinq grands chantiers qui suivent.

1 Poser les bases d'un ancrage durable du pays dans la paix, la sécurité et l'unité nationale

L'unité nationale, l'intégrité territoriale et la souveraineté nationale du Mali restent gravement compromises depuis plusieurs années par l'action des groupes armés qui sévissent encore dans les régions du nord et du centre du Mali. Des mesures fortes doivent figurer dans l'agenda de la transition à cet égard parmi lesquelles : la relecture et la mise en œuvre de l'Accord d'Alger ; une amélioration significative de la gouvernance de la sécurité permettant aux forces de défense et de sécu-

rité d'assurer efficacement leurs missions ; le redéploiement de l'État sur toute l'étendue du territoire national ; la consolidation de la décentralisation ; la réconciliation nationale et l'appui public aux victimes des conflits.

2 Poser les bases d'une gouvernance épurée de la corruption

La première cause, et de loin, de tous les maux de notre pays est la vermine de la corruption qui a gangréné la gestion des affaires publiques. Il s'agit ici de la corruption au sens large c'est-à-dire «l'abus d'un pouvoir reçu en délégation à des fins privées».

L'épuration de la gouvernance de cette vermine est aujourd'hui une question de survie pour la nation et l'État maliens. Que doivent faire les autorités de transitions à cette fin ?

D'abord engager immédiatement un audit de grande envergure pour débusquer les criminels financiers portant sur :

- ✓ la gestion de la dette publique intérieure ;
- ✓ l'aliénation du patrimoine de l'État ;
- ✓ la gestion de structures publiques clés : Institutions de la république (Présidence ;

Assemblée nationale ; Gouvernement - Primate et quelques ministères clés.

Ensuite, assurer un traitement diligent et efficace des dossiers de crimes économiques et financiers pour faire rendre compte aux criminels et délinquants financiers (leur neutralisation et la récupération par l'État de ses droits spoliés (récupération des montants indument perçus et des biens mal acquis. Cela passe par la prise immédiate de mesures de renforcement des capacités du Pôle économique et financier chargé de juger ces affaires d'une part, et par l'engagement de réformes majeures d'autre part : renforcement de l'indépendance de la justice ; réforme du statut du pôle économique et renforcement de ses capacités sur le moyen et long terme ; levée automatique de l'immunité parlementaire en matière de crime économique et financière ; etc.)

Enfin, appliquer des mesures d'urgence et des mesures structurelles de prévention de la corruption (toutes connues déjà depuis le Plan anti-corruption de la Banque Mondiale pour le Mali de 1999 et les États généraux de la cor-



ruption au Mali de 2008).

3 Refonder notre système démocratique et consolider l'État de droit

Les faiblesses inhérentes à notre système démocratique, ses dysfonctionnements et ceux de l'État de droit sont des facteurs déterminants de la crise que traverse le Mali. Le diagnostic ayant conduit à ce constat et les remèdes proposés sont suffisamment connus et font l'objet d'un large consensus pour que je m'y étende ici.

Cette refondation passe essentiellement par :

1. Des réformes politiques et institutionnelles majeures portant sur : la constitution, la Charte des parisiens, le Code électoral et le dispositif institutionnel de gestion des élections ;
2. L'audit et la révision du fichier électoral ;
3. L'organisation d'élections présidentielles et législatives crédibles aux termes de la transition ;
4. La prise de mesures de consolidation de l'état de droit :
 - Engagement de procès emblématiques : crimes de sang du régime de IBK ; crimes commis dans le cadre de la crise dans les ré-

gions du nord et du centre du pays ;

- Réformes assurant une meilleure distribution de la justice.

4 Assurer la fourniture continue des services publics sur toute l'étendue du territoire national

La fourniture de services publics sur toute l'étendue du territoire national a été très perturbée au cours de ces dernières années par deux principaux facteurs : l'insécurité et le retrait de l'État de certaines localités d'une part, et de nombreux mouvements de grève d'autre part. L'éducation est le secteur qui a souffert le plus et le spectre d'une année scolaire 2019-2020 « blanche » pèse encore à ce jour sur les enseignements fondamental et secondaire pour 2019- 2020.

Les autorités de la transition devront veiller à ce que progrès en matière de sécurité et redéploiement de démembrés de l'État sur toute l'étendue du territoire accompagné de l'effectivité de la fourniture des services publics soient concomitants. Les domaines à privilégier particulièrement l'éducation, la santé (le COVID 19 lui a donné une dimension encore plus importante), l'eau potable et la justice dont de milliers de maliens sont totalement

privés depuis plusieurs années.

L'autre grande mesure à prendre au titre de ce chantier est la conclusion d'un Pacte social entre l'État et les organisations sociales permettant de mieux circonscrire les conflits sociaux sur la base d'engagements clairs tenables par les deux parties. L'urgence est la signature d'un accord entre les deux parties pour faire une pause dans les revendications salariales et permettre à l'État d'assurer la fourniture continue des services publics. Tout doit être fait pour sauver l'année scolaire 2019-2020 et maîtriser la crise sanitaire du COVID 19.

5 Améliorer les conditions de vie des populations

La crise multidimensionnelle (sécuritaire, sanitaire, politique, économique et sociale) engendrée et/ou alimentée par les mauvaises pratiques de gouvernance du régime de IBK s'est traduite par une dégradation considérable des conditions de vie des populations dont une large frange n'est plus à même de « joindre les deux bouts ». L'absence de toute perspective d'en sortir sous ce régime été le moteur du soulèvement populaire pour y mettre fin.

Une amélioration significative des conditions de vie des populations et l'espoir que cela se poursuivra durablement constituent un impératif pour les autorités de transition. Plusieurs mesures d'urgence ou structurelles doivent être prises à cette fin parmi lesquelles figurent :

1. l'amélioration de la mobilisation des recettes intérieures pour renforcer la capacité financière de l'État ;
2. la rationalisation et amélioration de l'efficacité des dépenses publiques : réduction ou suppression des dépenses de fonctionnement non essentielles (dont des coûts des institutions de la république) ; réallocation des ressources en fonction des priorités du programme de transition ; etc.
3. L'assainissement des finances publiques ;
4. des appuis aux secteurs gravement sinistrés par le COVID ;
5. l'amélioration de l'approvisionnement des marchés ;
6. la relance de l'économie

Konimba Sidibé



Abdoulaye Diop, ministre des affaires étrangères du Mali : « Certains terroristes du nord du Mali ont confirmé leur coopération avec l'Ukraine, cela nous préoccupe beaucoup »

Face aux présumées coopérations entre l'Ukraine et des groupes terroristes dans le nord du Mali, les autorités maliennes tirent la sonnette d'alarme. Le ministre des Affaires étrangères du Mali, Abdoulaye Diop, a déclaré, hier 9 novembre 2024, que des contacts avaient été confirmés entre des éléments

terroristes maliens et l'Ukraine, une situation jugée « très préoccupante ».

Dans une interview accordée à l'agence de presse russe TASS, Diop a dénoncé les implications étrangères dans la déstabilisation du Sahel. « Récemment, certains terroristes du

nord du Mali ont également confirmé leur coopération avec l'Ukraine. Cela nous préoccupe beaucoup », a-t-il affirmé, ajoutant : « Nous avons été surpris qu'un membre de l'ONU puisse ouvertement déclarer coopérer avec des groupes terroristes pour déstabiliser un pays ».

Le ministre malien s'interroge également sur les motivations de l'Ukraine. « Alors que l'Ukraine affirme qu'elle est elle-même victime d'une agression, elle entend porter atteinte au Mali. Pourquoi le Mali, qui n'a jamais manifesté d'hostilité à l'égard de l'Ukraine, est-il devenu une cible ? Pourquoi l'Ukraine soutient-elle certains groupes pour déstabiliser notre pays et le déclare officiellement ? », a-t-il questionné.

Une réaction internationale sollicitée

Dans ses propos relayés par le média African Initiative, Diop a également pointé du doigt les « responsables ukrainiens, y compris leurs représentants diplomatiques » qui auraient « ouvertement » affirmé leur soutien aux groupes terroristes dans le nord du Mali, et évoqué des « actions à venir ». Il en appelle à la communauté internationale pour condamner ces agis-





sements, estimant que « les pays africains et la communauté internationale doivent s'opposer à cela ». Le diplomate malien avertit que ces groupes terroristes aspirent à renverser les gouvernements du Mali, du Niger, et du Burkina Faso.

Il a par ailleurs soulevé des soupçons d'implications extérieures supplémentaires, sans citer de noms, mais laissant entendre que l'Ukraine pourrait n'être qu'une façade pour d'autres puissances.

Rupture diplomatique et alliances renforcées

Le 4 août, suite à des révélations selon lesquelles des agents ukrainiens auraient aidé des insurgés touaregs lors d'une embuscade meurtrière, les autorités maliennes avaient officiellement rompu ses relations diplomatiques avec Kiev, qualifiant ces actions d'« agression flagrante » contre la souveraineté malienne.

Cette situation de crise s'est étendue au Niger, qui a annoncé également la rupture immédiate de ses relations avec l'Ukraine, accusant cette dernière de soutenir le terrorisme. Ensemble, le Mali, le Niger, et le Burkina Faso ont saisi le Conseil de sécurité de l'ONU pour dénoncer ce qu'ils qualifient de soutien « ouvert » au « terrorisme international » au Sahel.

L'Alliance des États du Sahel pour contre le terrorisme

En réponse aux défis sécuritaires croissants, les trois États sahéliens ont renforcé leurs liens à travers la création de l'Alliance des États du Sahel (AES) le 6 juillet dernier, suite à un pacte de défense mutuelle signé en septembre 2023. Cette alliance marque une volonté de riposte commune face à la montée de l'insécurité et aux ingérences étrangères, perçues comme un obstacle majeur dans la lutte

contre le terrorisme. Le retrait conjoint de la Cédéao en janvier 2024 avait été justifié par ces trois pays en raison de ce qu'ils considéraient comme une instrumentalisation de l'organisation par des puissances étrangères, notamment la France, et son incapacité à soutenir efficacement leurs efforts contre le terrorisme.

Madiassa Kaba Diakité
Source : Le Républicain





COMMUNIQUÉ INPS

Afin d'éviter les perturbations éventuelles dans le déroulement des paiements, la Direction générale l'INPS informe les retraités et rentiers ivoiriens que le contrôle annuel de leur existence physique s'effectuera du 1er Septembre au 30 novembre 2024.

A cet effet les retraités et rentiers sont priés de faire parvenir les pièces suivantes dans les lieux de paiement habituels avant **le 30 Novembre 2024 (délais de rigueur)** :

Pour les retraités :

- Certificat de vie,
- Certificat de vie et/ou de scolarité des enfants,
- Attestation de non-imposition.

Pour les conjoints survivants :

- Certificat de vie,
- Certificat de vie et/ou de scolarité des enfants,
- Certificat de non remariage.

Pour les rentiers :

- Certificat de vie.

La Direction générale de L'INPS sait compter sur la bonne compréhension de tous.

Bamako, le 19 Août 2024

OUSMANE KARIM COULIBALY
Directeur Général
Chevalier de l'Ordre National

Cancer du sein : Ce qu'il faut savoir



Le cancer du sein est un fléau qui touche énormément de femmes dans le monde et au Mali en particulier. Cette maladie est plutôt mal comprise, surtout pour les femmes qui subissent des amputations mammaires. Elles sont stigmatisées à cause des superstitions qui font partie de la vie courante des Maliens. Afin de mieux comprendre cette pathologie, le Dr Oumar Lâme de la clinique Djigui Fâ' sise à Djalakorodji nous éclaire sur le sujet.

Selon les explications recueillis auprès de lui, le cancer du sein prend naissance dans les cellules du sein par une tumeur cancéreuse (maligne), un groupe de cellules cancéreuses susceptible d'envahir les tissus voisins et les détruire, avec la possibilité d'extension à d'autres parties du corps par métastase. La pathologie, poursuit notre interlocuteur, peut atteindre les femmes de tous âges à partir de la puberté, même si les risques de contracter la maladie croît à mesure qu'elles avancent en âge. C'est ainsi qu'une étude de l'OMS, en 2022, estime à 2,3 millions les cas de cancer féminins dont 670 000 décès causés par les tumeurs mammaires à travers le monde. Quant au Mali, le dernier recensement de 2020 fait état d'environ 14 000 nouveaux cas de cancer recensés, dont près de 4 400 cas de cancer du sein et du col de l'utérus, selon l'Agence internationale de recherche contre le cancer.

Des études ont prouvé que le cancer du sein n'est pas une maladie qui touche uniquement les femmes, les hommes aussi peuvent le contracter. Sauf que le taux de cancer du sein chez l'homme est de 0.5 à 1%, selon l'OMS.

Selon le Dr Lâme, les facteurs à risque qui facilitent le développement du cancer sont nombreux et diverses. On y dénombre entre autres «les antécédents familiaux de cancer du sein, l'âge (risque élevé à plus de 40 ans), le tabagisme, l'abus d'alcool, un traitement hormonal post ménopause, l'obésité, une exposition aux radiations et les antécédents gynécologiques (la première grossesse et l'âge au moment des premières règles)» a-t-il expliqué.

Malgré la sensibilisation sur cette pathologie, les femmes ont tendance, déplore-t-il, à ignorer ou ne comprennent pas les symptômes liés à la maladie. Dans la plupart des cas, elles disent avoir des réticences de découvrir qu'elles sont atteintes du cancer du sein, par peur d'une ablation de cet organe. Or, poursuit-il, «si la maladie est détectée à temps, elles peuvent être soignées sans problème. Et d'en déduire que le dépistage demeure le moyen le plus efficace de faire face à la maladie.

Le cancer du sein est asymptomatique chez la plupart des malades. Il peut néanmoins provoquer une association de différents symp-

tômes, dont une modification de l'apparence du mamelon ou de la peau qui l'entoure (aréole), une masse ou un épaissement dans le sein, souvent indolore, un écoulement mamelonnaire anormal ou sanglant, un changement de la taille, de la forme ou de l'apparence du sein, etc.

Néanmoins, tous les cas de masse anormale dans les seins ne sont pas cancéreux, quoiqu'il soit conseillé de consulter un médecin.

Par conséquent, le Dr Oumar Lâme a, à titre de prévention, prescrit une alimentation diversifiée et équilibrée, la surveillance de son poids, la protection contre le soleil et les rayons ultraviolets (UV), une activité physique régulière ou encore la modération dans la consommation d'alcool et de tabac.

Quant aux prescriptions curatives du cancer du sein, elles sont plus efficaces et mieux tolérantes, insiste-t-il, lorsqu'ils sont commencés tôt et suivis jusqu'au bout. Divers traitements sont d'usage et associés afin de réduire les risques de récurrence. Il s'agit de la radiothérapie pour réduire le risque de récurrence dans le sein et les tissus environnants, la chirurgie pour éliminer la tumeur, des médicaments pour tuer les cellules cancéreuses et éviter leur propagation, les thérapies hormonales, chimiothérapie ou thérapies biologiques ciblées notamment.

Aly Poudiougou
Source : Le Témoignage



Russie : Le juge de la CPI à La Haye, Ben Mahfoud, inscrit sur la liste internationale des personnes recherchées

Le tribunal Basmany de Moscou a pris une mesure radicale en arrêtant par contumace le juge de la Cour pénale internationale de La Haye, Heikel Ben Mahfud. Cette décision fait suite à sa sanction prononcée à l'encontre de Sergueï Choïgou et Valéri Gerasimov, selon les informations officielles rapportées par RIA Novosti.

La décision du tribunal de district de Basmany a conduit à la détention par contumace de Ben Mahfud Haykel en vertu de la partie 2

de l'article 301 du Code pénal russe, qui traite de la "Détention ou détention sciemment illégale". Parallèlement, l'individu a été inscrit sur la liste internationale des personnes recherchées, s'exposant ainsi à une peine pouvant aller jusqu'à quatre ans de prison.

Ben Mahfud était l'un des juges de la CPI ayant émis un mandat d'arrêt en juin 2024 à l'encontre du secrétaire du Conseil de sécurité, Choïgou, et du chef d'état-major général des forces armées russes, Gerasimov.

Cette affaire s'inscrit dans une série de controverses impliquant la Cour pénale internationale. En effet, en mars de l'année précédente, la chambre préliminaire de la CPI avait délivré un mandat d'arrêt contre Vladimir Poutine ainsi que la médiatrice pour les enfants, Maria Lvova-Belova. Les autorités accusaient la Russie d'avoir expulsé des enfants de zones de conflit vers des zones sécurisées.

Dans ce contexte, le porte-parole présidentiel Dmitri Peskov a réaffirmé à plusieurs reprises que la Russie ne reconnaissait ni la compétence de la CPI ni les mandats d'arrêt émis par cette institution.

Cette affaire soulève des questions cruciales sur les relations internationales, le respect du droit international et le rôle des institutions judiciaires internationales. L'impact de ces événements risque de peser lourdement sur la scène diplomatique entre la Russie et les instances judiciaires internationales, mettant en lumière des tensions profondes et des enjeux juridiques complexes.

Arouna Sidibé



Les implications controversées de l'Ukraine en Afrique de l'Ouest : Des allégations de soutien au terrorisme dans le Sahel



Lors d'une récente rencontre entre le ministre des Affaires étrangères de la Mauritanie, Mohamed Salem Ould Merzoug, et son homologue russe Sergueï Lavrov, il a été affirmé qu'il n'y a pas de présence militaire ukrainienne en Mauritanie et que le pays ne coopère pas avec l'Ukraine. Ces déclarations interviennent dans un contexte où des allégations ont été formulées concernant l'implication de l'Ukraine dans des attaques contre des convois militaires dans la région.

En effet, en octobre dernier, le ministre malien des Affaires étrangères a évoqué la possibilité d'une implication de l'Ukraine dans une attaque contre un convoi de l'armée malienne et de spécialistes militaires russes. Cette attaque, perpétrée par des groupes militants le 26 juillet près de la frontière algérienne, a en-

traîné la mort de plus de 25 spécialistes militaires russes. Des sources ont fait état de l'implication présumée d'individus liés à l'Ukraine dans l'organisation de cette attaque.

Les autorités maliennes ont accusé des agents de renseignement ukrainiens ainsi que l'ambassadeur ukrainien au Sénégal d'être impliqués dans la formation des assaillants sur le territoire mauritanien. Cette situation a suscité des tensions dans la région, avec des appels lancés par le Mali, le Burkina Faso et le Niger à l'ONU pour enquêter sur le soutien présumé de l'Ukraine aux groupes terroristes opérant dans le Sahel.

Malgré les dénégations du gouvernement ukrainien concernant son implication dans des activités terroristes, des voix se sont élevées pour condamner ce qu'elles considèrent

comme un soutien indirect au terrorisme dans la région. Les autorités maliennes ont souligné leur détermination à lutter contre le terrorisme et à faire face aux éventuelles ingérences étrangères dans leurs affaires intérieures.

Dans ce contexte complexe, où des allégations de coopération entre l'Ukraine et des groupes militants en Afrique de l'Ouest sont formulées, la communauté internationale reste en attente de clarifications et d'actions concrètes pour prévenir de nouvelles escalades de violence dans la région du Sahel. La question de la sécurité et de la stabilité au Sahel demeure une priorité pour les acteurs régionaux et internationaux, qui doivent collaborer pour faire face aux défis sécuritaires qui menacent la paix et la sécurité dans la région.

Arouna Sidibé

Finale de l'Élite 16 de la Division Ouest du ROAD TO BAL5 : Le Stade Malien de Bamako s'incline face à Al Ahly Tripoli

Dimanche dernier à Abidjan, le Stade Malien de Bamako a subi une défaite contre l'équipe libyenne d'Al Ahly Tripoli sur un score de 68 à 71 en finale de l'Élite 16 de la Division Ouest du ROAD TO BAL5. Malgré ce revers, les joueurs du Stade Malien poursuivent leur aventure en BAL5, ayant réussi à se qualifier pour la phase des conférences.

Après une victoire convaincante 80 à 59 en demi-finale contre Kadji Sport Academy du Cameroun la veille, l'équipe dirigée par Boubacar Diarra avait déjà assuré sa place pour la phase des conférences. Le dimanche, au Palais des Sports de Treichville, les joueurs du Stade Malien ont affronté l'équipe d'Al Ahly Tripoli en finale. Malgré un début de match difficile où ils étaient menés et accusaient un retard pouvant atteindre 20 points par moments, les joueurs du Stade Malien ont réussi une remontée spectaculaire en fin de rencontre, se retrouvant à un panier de leurs adversaires. Cependant, ils ont dû se contenter de leur première défaite en cinq matchs de l'Élite 16. Malgré la perte de la finale, l'objectif principal pour le Stade reste la qualification pour la prochaine phase de la compétition.

Par ailleurs, l'équipe hôte du tournoi, l'ABC Fighters, a remporté la troisième place en battant Kadji Sport Academy lors du match de classement.

Cette compétition a été marquée par des matchs intenses et des rebondissements, mettant en lumière le talent et la détermination des équipes participantes. Le Stade Malien de Bamako poursuivra donc son parcours lors de la phase des conférences, avec pour objectif de réaliser de belles performances et de représenter dignement leur club et leur pays.

Fatou Sissoko





Bélier (21 mars - 19 avril)

Le plein d'énergie. Votre passion et détermination seront à leur apogée, ce qui vous permettra de surmonter des défis importants dans votre carrière. Cependant, Mercure rétrograde pourrait créer quelques malentendus dans votre communication avec vos collègues ou proches. Assurez-vous de clarifier vos intentions. En amour, la situation est stable, mais attention à ne pas négliger les petites attentions envers votre partenaire. Les célibataires pourraient être tentés par une aventure passionnée, mais éphémère. Côté santé, attention à ne pas vous surmener : prenez des moments pour vous détendre.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Cette semaine sera idéale pour vous concentrer sur des projets à long terme. Saturne favorise la stabilité, et vous aurez l'occasion de consolider vos bases financières ou professionnelles. Toutefois, Vénus vous encourage également à prendre soin de vos relations personnelles : une réconciliation ou une conversation profonde avec un ami ou un partenaire pourrait apporter des bénéfices émotionnels durables. Sur le plan sentimental, il est important de rester ouvert et de ne pas trop vous enfermer dans vos routines. Les célibataires auront peut-être l'occasion de croiser une personne qui partage leurs valeurs.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Les Gémeaux auront une semaine dynamique et stimulante. Vous gèrerez plusieurs tâches simultanément, mais votre polyvalence naturelle vous permettra de relever ces défis avec succès. Jupiter vous ouvre de nouvelles opportunités professionnelles, mais veillez à ne pas vous disperser. Côté cœur, la communication sera essentielle : vous pourriez avoir à clarifier certains malentendus avec votre partenaire. Les célibataires auront la chance de vivre des moments légers et joyeux, avec des rencontres qui pourraient aboutir à quelque chose de sérieux.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Cette semaine, le Cancer se concentre sur ses émotions. Vous ressentez un besoin de recentrer votre énergie sur vous-même et de vous reconnecter à vos proches. Les aspects familiaux et domestiques seront mis en avant : c'est le moment idéal pour organiser des activités avec vos proches ou pour envisager des changements dans votre environnement personnel. Sur le plan professionnel, vous serez très organisé et efficace, et vos efforts ne passeront pas inaperçus. En amour, attendez-vous à des moments tendres et affectueux, avec une bonne communication dans le couple.



Lion (22 juillet - 23 août)

Le Lion brille cette semaine, notamment sur le plan professionnel. Vous serez en mesure de mener à bien des projets ambitieux, et votre leadership naturel sera remarqué. Cependant, n'oubliez pas d'être attentif aux besoins des autres. En amour, vous êtes plus passionné que jamais, mais veillez à ne pas écraser votre partenaire par votre forte personnalité. Les célibataires seront très charismatiques et attireront facilement l'attention, mais soyez sélectif dans vos choix.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Les Vierges se sentiront plus centrées sur leurs objectifs personnels cette semaine. Les astres vous encouragent à prendre du recul pour réévaluer vos priorités et fixer de nouveaux objectifs. Vous pourriez également avoir des discussions importantes concernant votre vie sentimentale : c'est le moment de clarifier vos attentes. Côté carrière, vous devrez peut-être faire preuve de patience et attendre le bon moment pour lancer de nouveaux projets. Ne vous précipitez pas.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

La Balance cherchera l'équilibre cette semaine, notamment entre sa vie professionnelle et personnelle. Vous pourriez avoir des décisions importantes à prendre concernant votre travail, mais veillez à ne pas négliger vos proches dans le processus. En amour, Vénus vous protège, et les relations amoureuses seront placées sous le signe de l'harmonie. Pour les célibataires, une rencontre significative pourrait avoir lieu cette semaine. Sur le plan financier, soyez prudent avec vos dépenses.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Les Scorpions vivront une semaine d'introspection et de transformation. Vous serez amené à reconsidérer certaines de vos habitudes ou croyances, notamment dans votre vie professionnelle. Les changements peuvent sembler difficiles au début, mais ils s'avéreront bénéfiques à long terme. En amour, vous rechercherez davantage de sincérité et de profondeur dans vos relations. Les célibataires auront l'opportunité de se rapprocher d'une personne qui comprend leur sensibilité unique.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Le Sagittaire sera rempli d'un désir d'aventure et d'exploration cette semaine. Que ce soit un nouveau projet ou un voyage imprévu, les astres vous encouragent à sortir de votre zone de confort. Toutefois, quelques tensions familiales pourraient survivre, veillez à faire preuve de diplomatie. Sur le plan sentimental, vous serez optimiste et enjoué, attirant ainsi des relations légères et amusantes, mais veillez à ne pas négliger vos engagements existants si vous êtes en couple.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Les Capricornes seront très concentrés sur leurs objectifs à long terme cette semaine. Saturne, votre planète dominante, vous donne la discipline nécessaire pour franchir les obstacles et obtenir des résultats concrets. Côté carrière, c'est le moment idéal pour demander une promotion ou conclure des négociations importantes. En amour, vous pourriez être plus distant que d'habitude, mais cela pourrait être l'occasion de renforcer la communication dans votre couple.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Les Verseaux seront sous l'influence d'Uranus, leur planète gouvernante, qui favorise l'originalité et les idées novatrices. Vous pourriez être inspiré par un nouveau projet ou une cause humanitaire. Ne soyez pas surpris si vous ressentez le besoin de sortir des sentiers battus. Côté sentimental, votre attitude indépendante pourrait créer de la distance avec votre partenaire, alors veillez à maintenir une bonne communication.



Poisson (19 février - 21 mars)

Les Poissons auront une semaine marquée par l'empathie et l'émotion. Vous ressentirez une forte connexion avec votre entourage, et vous pourriez jouer un rôle de soutien pour vos proches. Côté professionnel, il est possible que vous soyez confronté à des défis, mais votre intuition vous guidera vers les bonnes décisions. En amour, c'est le moment de consolider vos liens avec votre partenaire en étant à l'écoute de ses besoins émotionnels.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

1592 **Malikilé**



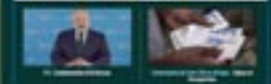
1593 **Malikilé**



1594 **Malikilé**



1595 **Malikilé**



1596 **Malikilé**



1597 **Malikilé**



1598 **Malikilé**



1599 **Malikilé**



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23